Les chemins de Podemos

Par
Manuel Garí*

Sur fond d'une vaste et sévère crise économique et sociale et de la succession ininterrompue d'affaires de corruption qui ont affecté presque toutes les forces politiques ayant une représentation institutionnelle, est apparu en mars 2011 le mouvement des *« indignés »*, suivi par des manifestations massives dans des dizaines de villes de l'État espagnol. La mobilisation sociale a mis en lumière la perte de crédibilité des principaux partis, exprimée par le slogan *« ils ne nous représentent pas »* et la crise de légitimité du système politique hérité de la transition post-dictature, le dit *« système de la réforme »* qui a abouti à la Constitution de 1978, fruit du pacte des socialistes et des communistes avec la droite issue du franquisme.

Dans l'État espagnol on est en pleine situation d'urgence sociale. L'inégalité et la pauvreté ont crû de manière alarmante. L'Organisation internationale du travail (OIT) estime que la perte d'emploi et la baisse des salaires sont les causes fondamentales de cette situation, dont le résultat concret est que le pouvoir d'achat des familles a chuté en moyenne de 17 %, perte qui va jusqu'à 43 % pour le tiers de la population qui gagne le moins.

En dépit des importantes mobilisations telles que celles de la grève générale du 29 mars 2012, les 100 000 personnes rassemblées à Madrid le 11 juillet 2014 en solidarité avec les mineurs, des *« marées »* blanche et verte contre la privatisation de l'enseignement et de l'éducation, des actions contre les expulsions de l'Association des victimes des hypothèques, du million et demi de signatures visant à obtenir que le Parlement débatte d'une initiative législative populaire pour un logement digne, ou de l'impressionnante mobilisation réussie des Marches pour la Dignité du 22 mars 2014, le gouvernement du Parti Populaire (PP) n'a pas cédé sur le fond. Et cela, malgré quelques victoires partielles comme celle des travailleurs des parcs et jardins et du nettoiement de la ville de Madrid contre les licenciements, le coup d'arrêt à la privatisation du système de santé dans la région de Madrid ou la victoire des associations de voisins de Gamonal, un quartier de Burgos, contre les décisions spéculatives dans leur quartier.

Une seule victoire claire et nette sur un thème central a été remportée à l'échelle de l'État : le PP a dû retirer son projet réactionnaire contre le droit des femmes à décider sur l'avortement, ce qui a provoqué la démission du ministre de la Justice. Aux yeux d'une grande partie des activistes, la lutte sociale n'atteignait pas ses objectifs parce qu'il était nécessaire de la combiner avec la lutte politico-électorale.

Dans ce contexte, où se combinent la désaffection vis-à-vis des partis institutionnels et l'incapacité de la mobilisation sociale à faire basculer la situation politique, Podemos est apparu comme un outil pour le changement aux yeux de beaucoup d'activistes sociaux et aussi dans de de larges secteurs de la population. Ce qui s'est confirmé aux élections européennes, aussi bien par les résultats (1 200 000 électeurs, soit 7,8 % des suffrages exprimés et 5 députés) que par le dynamisme dans la création de cercles et la participation aux meetings. Mais, par-dessus tout, par l'arrivée massive, à partir de ce moment, d'activistes de gauche et de personnes non activistes, y compris sans expérience politique, dans les cercles de Podemos.

Trois facteurs expliquent le succès de Podemos.

- En premier lieu un discours clair de dénonciation radicale des vieilles pratiques politiques antidémocratiques avec laquelle il veut rompre et un message direct et simple : il est possible d'impulser une politique alternative aux diktats de la Troïka. Des messages accompagnés par la dénonciation de la soumission à la Troïka d'une *« caste »* politique corrompue installée dans les rouages de l'État, cause des politiques d'austérité et de la prolongation de la crise elle-même.
- En second lieu le fait d'avoir mis sur pied une structure ouverte (et donc proche) aux citoyens permettant leur participation aux décisions de Podemos : à l'élection de ses candidats et candidates aux élections, à la définition de sa ligne politique et à l'élection des composantes de ses organes de direction, synonyme de transparence, d'horizontalité et de proximité. C'est-à-dire, donner la parole aux citoyens, au-delà des structures partidaires.
- Et en troisième lieu d'avoir travaillé et obtenu un grand écho médiatique, aussi

* Manuel Garí est membre de la rédaction de la revue *Viento Sur*, militant d'Izquierda anticapitalista (IA, section de la IVe Internationale dans l'État espagnol) et membre de Podemos. (Traduit du castillan par Jean-José Mesguen).